

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
5 mars 2002
Français
Original: anglais

**Assemblée générale
Cinquante-sixième session
Point 166 de l'ordre du jour
Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

**Conseil de sécurité
Cinquante-septième année**

**Lettre datée du 14 mars 2002, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent d'Israël
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les dernières attaques lancées contre des Israéliens dans le cadre de la campagne de terrorisme persistante menée par les Palestiniens.

Le mardi 12 mars, dans l'après-midi, des terroristes ont tendu une embuscade sur une colline située près du kibboutz de Matzuva et ont ouvert le feu et lancé des grenades en direction de véhicules israéliens qui roulaient sur la route 70, dans le nord d'Israël, non loin de la frontière libanaise. Les terroristes, qui portaient des uniformes des FDI, ont tué six Israéliens et blessé sept autres avant d'être arrêtés par les forces de sécurité. Les brigades Al-Aqsa, branche terroriste de la faction Fatah du Président Yasser Arafat, ont revendiqué la responsabilité de l'attaque. Israël essaie de déterminer si les auteurs de l'attaque auraient pu venir du Liban.

Le même jour, avant les incidents décrits ci-dessus, des terroristes ont tiré sur un véhicule israélien près de la communauté de Kiryat Sefer, faisant un mort, un civil israélien du nom d'Eyal Lieberman (45 ans), et un blessé.

Hier soir, Yosef Yitzhak Primo (40 ans) a été poignardé à la poitrine par deux Palestiniens masqués qui ont frappé à la porte de sa maison à Nahliel, peu avant 21 heures (heure locale). Dès que sa femme a ouvert la porte, les terroristes ont fait irruption dans la maison et ont poignardé Primo, qui a été légèrement blessé.

Ces attaques sont les derniers incidents de la campagne de terrorisme persistante que les Palestiniens ont lancée contre les citoyens de l'État d'Israël. Les précédentes attaques ont été décrites en détail dans mes lettres datées des 5 mars 2002 (A/56/857-S/2002/233), 4 mars 2002 (A/56/854-S/2002/222), 27 février 2002 (A/56/843-S/2002/208), 20 février 2002 (A/56/828-S/2002/185), 19 février 2002 (A/56/824-S/2002/174), 11 février 2002 (A/56/819-S/2002/164), 8 février 2002 (A/56/814-S/2002/155), 28 janvier 2002 (A/56/798-S/2002/126), 22 janvier 2002 (A/56/788-S/2002/104), 18 janvier 2002 (A/56/781-S/2002/86), 16 janvier 2002 (A/56/774-S/2002/73), 11 janvier 2002 (A/56/771-S/2002/47), 4 janvier 2002

(A/56/766-S/2002/25), 13 décembre 2001 (A/56/706-S/2002/1198), 4 décembre 2001 (A/56/678-S/2001/1150), 30 novembre 2001 (A/56/670-S/2001/1141), 27 novembre 2001 (A/56/663-S/2001/1121), 12 novembre 2001 (A/56/617-S/2001/1071), 5 novembre 2001 (A/56/604-S/2001/1048), 24 octobre 2001 (A/56/506-S/2001/1011), 19 octobre 2001 (A/56/492-S/2001/990), 17 octobre 2001 (A/56/483-S/2001/975), 8 octobre 2001 (A/56/450-S/2001/948), 5 octobre 2001 (A/56/444-S/2001/943), 3 octobre 2001 (A/56/438-S/2001/938), 24 septembre 2001 (A/56/406-S/2001/907), 20 septembre 2001 (A/56/386-S/2001/892), 17 septembre 2001 (A/56/367-S/2001/875), 7 septembre 2001 (A/56/346-S/2001/858), 4 septembre 2001 (A/56/331-S/2001/840), 30 août 2001 (A/56/325-S/2001/834), 27 août 2001 (A/56/324-S/2001/825), 13 août 2001 (A/56/294-S/2001/787), 9 août 2001 (A/56/286-S/2001/780), 8 août 2001 (A/56/280-S/2001/775), 6 août 2001 (A/56/272-S/2001/768), 27 juillet 2001 (A/56/225-S/2001/743), 26 juillet 2001 (A/56/223-S/2001/737), 17 juillet 2001 (A/56/201-S/2001/706), 13 juillet 2001 (A/56/184-S/2001/696), 3 juillet 2001 (A/56/138-S/2001/662), 2 juillet 2001 (A/56/131-S/2001/656), 21 juin 2001 (A/56/119-S/2001/619), 19 juin 2001 (A/56/98-S/2001/611), 18 juin 2001 (A/56/97-S/2001/604), 13 juin 2001 (A/56/92-S/2001/585), 11 juin 2001 (A/56/91-S/2001/580), 4 juin 2001 (A/56/85-S/2001/555), 30 mai 2001 (A/56/81-S/2001/540), 25 mai 2001 (A/56/80-S/2001/524), 18 mai 2001 (A/56/78-S/2001/506), 11 mai 2001 (A/56/72-S/2001/473), 9 mai 2001 (A/56/69-S/2001/459), 1er mai 2001 (A/55/924-S/2001/435), 23 avril 2001 (A/55/910-S/2001/396), 16 avril 2001 (A/55/901-S/2001/364), 28 mars 2001 (A/55/863-S/2001/291), 27 mars 2001 (A/55/860-S/2001/280), 26 mars 2001 (A/55/858-S/2001/278), 19 mars 2001 (A/55/842-S/2001/244), 5 mars 2001 (A/55/821-S/2001/193), 2 mars 2001 (A/55/819-S/2001/187), 14 février 2001 (A/55/787-S/2001/137), 13 février 2001 (A/55/781-S/2001/132), 2 février 2001 (A/55/762-S/2001/103), 25 janvier 2001 (A/55/748-S/2001/81), 23 janvier 2001 (A/55/742-S/2001/71), 28 décembre 2000 (A/55/719-S/2000/1252), 22 novembre 2000 (A/55/641-S/2000/1114), 20 novembre 2000 (A/55/634-S/2000/1108) et 2 novembre 2000 (A/55/540-S/2000/1065).

Bien que les attaques terroristes palestiniennes aient été condamnées à maintes reprises, rien ne permet d'affirmer que le Président Arafat est prêt à prendre des mesures concertées pour mettre fin à de tels actes. Au contraire, tout ce qu'on entend des Palestiniens ce sont d'incessantes incitations dans les médias officiels et des déclarations dans lesquelles des forces affiliées à la faction du Fatah du Président Arafat revendiquent fièrement la responsabilité de leur dernière attaque meurtrière contre des civils israéliens. Ces attaques s'appuient sur la vaste infrastructure terroriste qui a pris racine dans les territoires palestiniens et résultent du refus des dirigeants palestiniens de s'acquitter de leurs obligations en empêchant que des actes de violence soient commis contre des civils.

Israël est résolu à faire cesser la violence et à oeuvrer en faveur de l'application du rapport Mitchell et du plan de travail Tenet, comme le demande le Conseil de sécurité dans sa résolution 1397 (2002). Pour qu'un cessez-le-feu soit durable, les dirigeants palestiniens devront prendre des mesures contre les organisations terroristes qui continuent de lancer des attaques meurtrières au quotidien. La communauté internationale doit faciliter ce processus en réaffirmant que tous les actes de violence visant délibérément des civils sont totalement inacceptables. L'arrêt de la violence permettra aux parties d'oeuvrer en vue de la

reprise des négociations bilatérales dans un climat favorable à un règlement définitif du conflit dans la région.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale, au titre du point 166 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Yehuda **Lancry**
